



Rapport économique 2025

Uruguay

30 juin 2025

Résumé

Grâce à de solides institutions, au faible niveau de corruption et à de bons résultats macro-économiques, l'Uruguay se distingue par sa stabilité tant politique qu'économique. Une politique commerciale axée sur l'accueil d'investissements dans de performantes zones franches et un portefeuille diversifié de partenaires commerciaux en font une économie développée basée sur les services (près de 7'000 millions USD de services exportés en 2024; services aux entreprises en forte croissance).

En dépit du "tournant à gauche" lors des élections de fin 2024, le nouveau Président Orsi, entré en fonction le 1.3.2025, inscrit son travail dans la continuité du gouvernement précédent. Il poursuit notamment les efforts voués à positionner son pays à l'avant-garde dans le domaine de l'hydrogène vert, et il propose un programme économique et social dont la priorité est d'offrir des opportunités aux jeunes.

Aux entreprises étrangères, l'Uruguay offre des opportunités intéressantes principalement dans le domaine des énergies renouvelables, dans les services aux entreprises et dans le secteur agro-industriel. L'année 2024 a vu la cellulose devenir le premier bien d'exportation devant la viande, produit d'exportation "historique" du pays. Les premiers partenaires commerciaux restent la Chine, le Brésil et l'Union européenne.

Quant à la Suisse, elle se maintient dans les dix premières places concernant les investissements directs étrangers. En 2024, comme par le passé, la balance commerciale a été nettement en sa faveur: sur les 174 millions CHF échangés, 140,3 ont été des exportations allant de la Suisse vers l'Uruguay (-6,5%), contre 33,7 d'importations (+5,8%). Ce déséquilibre s'explique essentiellement par les produits pharmaceutiques suisses, qui représentent 70% des exportations à l'Uruguay. La Suisse importe quant à elle principalement de la viande (90%) et de pulpe de cellulose (4.6%). La conclusion, prévue, d'un accord de libre-échange entre les pays du Mercosur et ceux de l'AELE devrait contribuer à renforcer les liens commerciaux entre les deux pays.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	4
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	5
3.1	Politique et priorités du pays hôte	5
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	6
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	6
4.1	Evolution et perspectives générales	6
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	6
4.1.2	<i>Commerce de services</i>	6
4.2	Commerce bilatéral	6
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	7
5.1	Evolution et perspectives générales	7
5.2	Investissements bilatéraux	7
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	7
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	7
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	7
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	8
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	9
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	10
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	11
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	12

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'Uruguay se distingue par une stabilité politique et économique, une grande sécurité juridique et un faible niveau de corruption. Avec une population de 3.4 millions d'habitants et un PIB de 81.0 milliards USD, dont plus de 60% provenant du secteur tertiaire, l'Uruguay est l'un des pays latino-américains les plus prospères selon le FMI. Le PIB par habitant s'élevait, fin 2024, à 23'090 USD. L'Uruguay se classe en outre parmi les 15 premiers mondiaux en termes de respect de l'État de droit et constitue l'une des rares démocraties complètes sur le continent américain selon le Democracy Index 2024 établi par The Economist. D'après la Banque Mondiale, le pays se démarque en Amérique latine par une distribution relativement équitable des richesses. En effet, 60% de la population est dans la classe moyenne, ce qui est la part la plus importante de la région. Le taux de pauvreté est considéré faible (6%).

Après une année 2023 marquée par une faible croissance (0.36%), l'économie s'est reprise en 2024 et le PIB a crû de 3.1%. En sont principalement responsables l'augmentation des exportations de soja, qui avaient souffert de la sécheresse, et la croissance de l'exportation de pulpe de cellulose, désormais premier produit d'exportation du pays. Les exportations ont crû de 13% par rapport à 2023, ce qui a aussi eu pour effet de ramener le solde des transactions courantes à -0.82% contre -3.4% l'année précédente. Les prévisions sont positives et situent la croissance 2025 et 2026 entre 2 et 3%. Elle sera vraisemblablement portée par les exportations de cellulose et de viande, mais surtout par l'exportation de services qui ont crû de plus de 10% en 2024.

Les perspectives positives sont cependant fragiles à cause de la dépendance de l'économie uruguayenne à la demande étrangère, en particulier de la Chine et du Brésil, qui représentent près de la moitié de la balance commerciale. Des politiques tarifaires plus protectionnistes sont un risque pour la croissance des années à venir. Le risque tarifaire pourrait être atténué par le traité de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne, dont la fin des négociations a été annoncée fin 2024.

Concernant les Etats-Unis, l'imposition de nouveaux tarifs par l'Administration Trump (10%) a certes affecté l'Uruguay, mais a priori d'une manière "supportable". D'une part, parce que les Etats-Unis ne sont pour l'Uruguay que le 3^e pays d'exportation (14% en 2024). D'autre part, parce que, concernant les principales exportations (viande), les produits uruguayens restent concurrentiels avec un taux à 10%.

L'inflation, encore de 9.1% en 2022, a depuis été stabilisée à 4.8%, dans la fourchette de 4 et 6% visée par la Banque centrale. Le FMI la prévoit sous contrôle à 5.5% en 2025, mais la pression inflationniste, notamment sur les denrées alimentaires, a poussé la Banque centrale à une politique monétaire plus restrictive depuis décembre 2025. Le taux directeur est de 9.25% en mai 2025.

Le déficit budgétaire 2025 devrait descendre légèrement en dessous des 3%. L'endettement public brut représente 68.5% du PIB, en tendance haussière depuis 2010 où il se situait à 40%. Depuis 2022, l'agence Standard & Poor's accorde à l'Uruguay la note BBB+, reflétant la crédibilité du pays vis-à-vis des marchés internationaux. Seul le Chili jouit d'une meilleure notation dans la région.

En 2024, le chômage est stable et modéré à 8.2%, mais ce chiffre seul ne montre pas certaines difficultés structurelles auxquelles est confronté le pays. Selon le «Instituto Nacional de Estadística», le taux de travail informel est de 22.7% et le taux de chômage est de 24% pour la tranche d'âge 14-24 ans. Le chômage des jeunes, dont une grande partie n'a pas de formation, est un enjeu majeur pour le pays. Les dernières statistiques indiquent que le taux de chômage est près de deux fois supérieur dans la population afrodescendante que dans celle issue d'européens, qu'il est trois fois supérieur chez les personnes sans formation tertiaire, et que le taux de chômage des femmes grimpe à 9.6% alors qu'il est seulement de 6.6% pour les hommes.

Sur le plan politique, le gouvernement Orsi est entré en fonction en mars 2025 avec un programme axé sur la croissance, la sécurité et la protection sociale. La politique économique du président s'inscrit dans la continuité de son prédécesseur Lacalle Pou et vise à diversifier ses débouchés commerciaux tout en attirant de nouveaux investissements étrangers. Parmi les mesures prévues, on compte la revitalisation de l'agence de promotion des investissements Uruguay XXI et un allègement tant fiscal

qu'administratif pour les entreprises. Les multinationales étrangères sont particulièrement visées, l'Uruguay offrant des conditions fiscales avantageuses dans ses nombreuses zones franches.

Pour remédier au préoccupant taux de chômage des jeunes l'administration Orsi souhaite développer la formation professionnelle et améliorer l'accès aux formations supérieures hors de Montevideo. Ces initiatives sont activement soutenues par les milieux économiques et patronaux.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

L'Uruguay est une économie de services. Ceux-ci constituent 66.4% du PIB et 72.3% des emplois. Le secteur manufacturier est en augmentation de 35% à la faveur de l'augmentation de la production de cellulose. Il représente 9.5% du PIB pour près de 20% des emplois. Enfin, l'agriculture pèse pour 5.8% du PIB et 8.7% des emplois.

Services aux entreprises et services informatiques

L'exportation de services est en pleine expansion. Selon les données d'Uruguay XXI, la vente de services et conseils aux entreprises a bondi de 14% en 2024 pour atteindre 1'763 millions USD. L'exportation de services informatiques a crû de 10%. Les entreprises du secteur attirent une main-d'œuvre étrangère hautement qualifiée séduite par les conditions favorables de l'Uruguay. La forte croissance du secteur informatique est illustrée par l'établissement depuis 10 ans de géants américains comme IBM, Microsoft, Oracle ou Netflix.

Hydrogène vert et dérivés / durabilité

L'Uruguay produit plus de 94% de son électricité à partir d'énergies renouvelables et offre des conditions intéressantes pour une production industrielle durable, en particulier dans le domaine prometteur de l'hydrogène vert et de ses dérivés. Le pays se positionne dans ce secteur avec une feuille de route officielle publiée en 2023 fixant des objectifs ambitieux à l'horizon 2040 et conclut des partenariats de compensation CO₂. Depuis 2022, un accord avec la Suisse crée les conditions cadres lui permettant de réaliser des projets de réduction des émissions de CO₂ et d'imputer les résultats obtenus à son objectif de réduction.

En février 2024, le gouvernement uruguayen a signé un accord avec HIF Global pour la construction d'une usine de production d'hydrogène vert annonçant un investissement historique de près de 6 milliards USD. L'initiative prévoit la production de 180'000 tonnes par an d'essence synthétique, à partir du captage de 710'000 tonnes par an de dioxyde de carbone provenant de la combustion de la biomasse et de la distillation de l'alcool de grain. Le mégaprojet porté par l'entreprise étatique ANCAP ambitionne de produire 100'000 tonnes d'hydrogène vert par an.

À noter aussi l'objectif ambitieux du gouvernement Orsi de se doter en cinq ans d'un effectif de transports publics composé à plus de 50% de véhicules électriques.

Sylviculture / production de cellulose

La société finlandaise UPM a investi près de 3.5 milliards USD dans la construction d'une deuxième usine de cellulose en Uruguay (UPM II). Celle-ci a débuté ses activités en mai 2023 et jouit d'une capacité de production annuelle s'élevant à 2.1 millions de tonnes de cellulose issue de plantations d'eucalyptus. Il s'agit du plus grand investissement étranger de l'histoire du pays et fait depuis 2024 de la cellulose son principal produit d'exportation, devant la viande. Le secteur ouvre des opportunités dans la production sylvicole, la chimie, très présente dans le processus de production de cellulose, ainsi que la production locale de papier.

Transport et infrastructures

L'usine UPM II est désormais reliée au terminal de Montevideo par une nouvelle ligne ferroviaire (Central Railway Project) de 265 kilomètres qui a été inaugurée le 16 avril 2024.

La question de l'utilisation de cette route pour le transport de passagers est ouverte. En février 2024, le Ministère de l'Industrie, le Ministère des transports et la société française Setec ont conclu un protocole d'accord pour étudier la faisabilité d'un train de passagers à hydrogène sur les 60 km de la ligne du chemin de fer central.

De même, il existe un ambitieux projet train-tram, proposé par le consortium de construction Saceem, Stadler et Stiler, pour relier Montevideo à la Ciudad de la Costa, dans le département de Canelones. Le groupe allemand Deutsche Bahn mise également sur une possible extension et modernisation du réseau ferroviaire uruguayen.

Agro-industrie / agro-technologie

En 2024, les produits agricoles constituent près de 80% des exportations de marchandises du pays. L'Uruguay fait face au défi de maintenir sa compétitivité internationale dans ce secteur et offre ainsi des opportunités pour des entreprises actives dans les agro-technologies et l'agro-chimie. Le besoin d'améliorer la productivité agricole et de renforcer la résilience face aux changements et aléas climatiques se fait ressentir.

Par ailleurs l'Uruguay fait figure d'avant-garde à l'échelle internationale dans le domaine de la production et la distribution de cannabis légal. En 2022, parmi les exportations de fleurs de chanvre, celles à usage non médical représentaient 94% du total. Avec une part de 47,8 % la Suisse représentait le principal marché de destination dans ce domaine qui pèse déjà USD 27 millions (Uruguay XXI).

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

La politique économique extérieure uruguayenne est structurée par deux priorités: d'une part, l'attraction d'investissements étrangers grâce à la promotion économique et aux zones franches; d'autre part, l'obtention d'avantages tarifaires via la conclusion de traités de libre-échange.

Le gouvernement précédent s'étant efforcé d'améliorer l'intégration tant au marché régional que mondial, on peut s'attendre à ce que la nouvelle administration reste essentiellement marquée par la volonté de consolider et étendre les liens commerciaux avec des pays tiers.

Au niveau international, l'Uruguay se présente comme une porte d'entrée au marché sudaméricain : dans un rayon de moins de trois heures de vol on peut atteindre Buenos Aires, Sao Paulo, Rio, Porto Alegre, Santiago ou Asunción et près de 400 millions de personnes. Le pays promeut activement l'établissement d'entreprises au travers d'avantages douaniers et fiscaux dans le cadre de douze zones franches. Celles-ci sont responsables de près de 35% des exportations du pays.

Mercosur

La conclusion de nouveaux accords commerciaux passe principalement par des négociations menées dans le cadre du Mercosur. La fin des négociations du traité de libre-échange avec l'UE en décembre 2024 – encore en attente de signature – a été présentée comme un pas décisif de l'Uruguay dans la diversification de ses liens commerciaux. D'autres négociations sont bien avancées avec les Emirats Arabes Unis et surtout, d'un point de vue suisse, avec l'AELE.

Quant au futur, les négociations du Mercosur avec de nouveaux partenaires pourraient souffrir de l'antagonisme existant entre les Présidents Lula et Milei. Le Président Orsi étant plus proche du premier et ayant déclaré « Le Brésil est notre Chine », on pourrait s'attendre à un renforcement des liens avec le Brésil. En revanche, l'approche défendue par Milei d'une plus grande liberté dans le choix des partenaires commerciaux pourrait être saluée par Montevideo. On sait en effet que l'Uruguay, traditionnellement plus ouvert que ses voisins, avait été le premier à insister sur ce point. Si une telle approche était retenue, cela pourrait permettre à Montevideo de renforcer ses liens commerciaux avec des partenaires déjà importants comme la Turquie et surtout la Chine.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Dans l'ensemble, les tarifs douaniers élevés en comparaison internationale perçus par l'Uruguay sur les produits importés constituent un défi pour les entreprises suisses. La situation devrait toutefois s'améliorer, à terme, avec la conclusion de l'accord de libre-échange AELE-Mercosur.

En revanche, si l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur devenait effectif et que celui entre l'AELE et le Mercosur échouait, le désavantage comparatif pour les entreprises suisses serait très important vis-à-vis de leurs concurrents européens.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

4.1.1 Commerce de marchandises

Les exportations uruguayennes de marchandises s'élevaient à USD 12'845 millions en 2024, soit une croissance de 13% par rapport à 2023. Ce résultat s'explique principalement par l'augmentation des exportations de cellulose (53%) et la reprise des exportations de soja (qui avaient souffert de la sécheresse en 2023). Les principaux produits exportés en 2024 ont été la cellulose, la viande bovine, le soja, les produits laitiers et les concentrés de boissons.

La principale destination des exportations uruguayennes en 2024 était la Chine, avec 24% du total, soit une augmentation de 27%. Cette croissance a été tirée principalement par l'augmentation des ventes de soja, qui ont quadruplé, et par les exportations de cellulose, qui ont augmenté de 53%. Le Brésil, avec une part de 18%, est en deuxième position (+5%). Suit l'Union européenne avec un total de 14% des exportations. Les États-Unis (+37%) et l'Argentine (+5%) représentaient respectivement 14% et 9%.

Quant aux importations de biens – à l'exclusion de l'énergie –, elles ont totalisé 10'875 millions USD en 2024, soit une augmentation de 2,1% par rapport à 2023. Les biens de consommation expliquent en grande partie cette performance. Les principaux partenaires sont les mêmes que pour les exportations, avec la Chine et le Brésil qui représentent chacun 25% des imports et l'UE 13%.

L'économie exportatrice maintient 64'000 emplois directs dus principalement aux secteurs de l'industrie et de l'agriculture.

4.1.2 Commerce de services

Les exportations de services constituent une proportion de plus en plus importante des exportations uruguayennes. Selon la Banque centrale, entre septembre 2023 et septembre 2024, les exportations de services ont atteint un total de 6 984 millions de dollars US soit environ un tiers de la valeur exportée totale. La vente de services aux entreprises a bondi de 14% en 2024 pour atteindre US\$ 1.763 millions. L'exportation de services informatiques a crû de 10%.

4.2 Commerce bilatéral

En 2024, selon l'Administration fédérale des douanes, le commerce bilatéral entre la Suisse et l'Uruguay se montait à 174 millions CHF. De ceux-ci, 140,3 millions CHF étaient des exportations allant de la Suisse vers l'Uruguay (-6,5%) et 33,7 allant en sens inverse (+5,8%). Ce déséquilibre s'explique principalement par l'exportation de produits pharmaceutiques suisses, représentant 70% des produits vendus au pays sudaméricain.

La Suisse représente 0.4% des importations totales de l'Uruguay, une part qui reste stable depuis plusieurs années. Malgré quelques variations annuelles, les chiffres de la balance commerciale tendent à montrer une stagnation en dessous de CHF 200 millions au cours des dernières années. Le volume des exportations vers l'Uruguay est négligeable pour la Suisse et son total de 283 milliards exportés.

Les produits pharmaceutiques représentent plus de 70% des exportations suisses, suivis de l'horlogerie et instruments de précisions (16.1%) et des machines (4.6%). La Suisse importe principalement de la viande (90%) et de pulpe de cellulose (4.6%).

On notera une grande différence entre les chiffres suisses et uruguayens : le volume bilatéral enregistré par l'Uruguay s'élève à environ CHF 70 millions, soit une différence de 100 millions par rapport aux données collectées par l'Administration des douanes suisse. L'écart s'explique probablement par la méthodologie uruguayenne qui ne comptabilise pas les importations entrant dans les zones franches pour être réexportées.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Selon Uruguay XXI, les nouveaux apports en capital étranger se sont montés à USD 500 millions en 2023, en forte baisse par rapport aux années précédentes ayant bénéficié d'un effet de rattrapage post-covid. Parmi près de 50 projets étrangers répertoriés, deux tiers sont de nouveaux investissements et un tiers des acquisitions d'actifs existants.

Pour le Global Opportunity Index du Milken Institute, l'Uruguay est la deuxième meilleure destination d'investissements d'Amérique latine en 2024. La Banque Centrale de l'Uruguay déclare USD 37'701 millions de stock d'investissement direct et 2'261 millions de flux en 2023.

L'Espagne a la principale position d'investissements directs avec 7'650 millions de stock, soit une part de 18%. Suit l'Argentine à 12%, viennent ensuite l'Argentine et le Brésil avec respectivement 12% et 10%. Les Etats-Unis sont au sixième rang avec un stock d'investissements de USD 2'540 millions, soit une part de 6%.

5.2 Investissements bilatéraux

Avec USD 1'612 millions d'investissements directs la Suisse est l'un des dix premiers investisseurs étrangers selon Uruguay XXI. Les secteurs principalement représentés sont les industries alimentaires, pharmaceutiques et chimiques ainsi que les services financiers. Les accords existants en matière de protection des investissements et de double-imposition, en cours de modernisation, facilitent les investissements directs suisses.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

L'Ambassade de Suisse en Uruguay entretient des relations étroites avec la Chambre de Commerce suisse-uruguayenne (CCSU).

Depuis 2022, la CCSU et Switzerland Global Enterprise (S-GE) ont conclu un accord de prestation de services qui lance une coopération accrue de façon à soutenir les entreprises suisses souhaitant entrer sur le marché du pays sudaméricain. S-GE a également conclu un accord similaire avec son homologue Uruguay XXI en 2018.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

La Suisse jouit en Uruguay d'une excellente réputation, notamment en raison de sa stabilité démocratique, de sa prospérité économique et de la qualité de ses produits. Le potentiel pour le tourisme suisse est limité.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie**Structure de l'économie du pays hôte**

	2017	2023*
Répartition du PIB		
Secteur primaire	6.3%	5.8%
Secteur manufacturier	17.3%	9.5%
Services	65.3%	66.4%
– dont services publics	4.7%	5.1%

Répartition de l'emploi	2017	2023*
Secteur primaire	9.2%	8.7%
Secteur manufacturier	20.1%	19%
Services	70.7%	72.3%
– dont services publics	6.4%	7%

Source(s) : Banco Central del Uruguay (Informe Cuentas Nacionales 2023). Organisation Internationale du Travail (ILOSTAT). Encuesta Continua de Hogares (ECH) del Instituto Nacional de Estadísticas (INE).

* Données provisoires pour l'année 2023

ANNEXE 2 – Principales données économiques**Principales données économiques du pays hôte**

	2024	2025	2026
PIB (USD mia)*	81.0	79.7	85.2
PIB/habitant (USD)*	23'090	22'690	24'190
Taux de croissance réel (% du PIB)*	3.1%	2.8%	2.6%
Taux d'inflation (%)*	4.8%	5.5%	5.3%
Taux de chômage (%)*	8.2%	8.0%	8.0%
Solde budgétaire (% du PIB)*	-3.2%	-2.9%	-2.7%
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-0.82%	-1.16%	-1.41%
	2024	2025	2026
Dette extérieure totale (% du PIB)**	68.7%	68.5%	68.3%
Service de la dette (% des exportations)**	51.9%	45.6%	-
Réserves (mois d'importations)**	9.9	9.5	-

* Source : FMI, World Economic Outlook (Avril 2025) <https://www.imf.org/en/Countries/URY#atag glance>

** Source : FMI, Article IV Report (juillet 2024). Estimations prévisionnelles

<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2024/07/11/Uruguay-2024-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-551750>

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux**Partenaires commerciaux du pays hôte****année : 2024**

Perspective selon le pays hôte – Commerce de biens

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays hôte</i> (USD millions)	Part	Var. ¹	Rang	Pays	Importations <i>par le pays hôte</i> (USD millions)	Part	Var. ¹
1	Chine	3'084	24%	29%	1	Chine	2'769	22%	16%
2	Brésil	2'324	18%	7%	2	Brésil	2'649	21%	-1%
3	Etats-Unis	1'194	14%	38%	3	Argentine	1'589	13%	9%
4	Argentine	809	9%	37%	4	Etats-Unis	767	6%	-34%
5	Pays-Bas	605	5%	4%	5	Nigéria	443	4%	0%
6	Turquie	468	4%	23%	6	Allemagne	301	2%	3%
7	Mexique	333	3%	2%	7	Espagne	283	2%	-2%
8	Allemagne	236	2%	7%	8	Inde	230	2%	-29%
9	Chili	224	2%	-30%	9	Mexique	226	2%	-5%
35	<i>Suisse</i>	25	0.2%	6%	25	<i>Suisse</i>	51	0.4%	11%
(3)	UE	1'786	14%	-3%	(3)	UE	1'301	13%	-5%
	Total	12'945	100 %	13%		Total	12'467	100 %	2.1%

Source: Uruguay XXI sur la base des données fournies par la Direction Nationale des Douanes (DNA). Les données incluent les zones franches pour les exportations. Les données excluent le pétrole.

Uruguay XXI, Informe Anual de Comercio Exterior de Uruguay – 2024, <https://www.uruguayxxi.gub.uy/es/centro-informacion/articulo/informe-anual-de-comercio-exterior-de-uruguay-2024/>, 24.06.25

¹ Variation par rapport à l'année précédente en %

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)**	Import (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)**	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2019	159	-6.0	25	-0.8	134	183
2020	135	-14.7	24	-2.0	111	160
2021	134	-0.6	30	26.3	105	164
2022	143	6.1	32	4.5	111	175
2023	150	5.3	31	-1.2	119	181
2024# (Total 2)*	140.3	-6.5	33.7	5.8	106.6	174
2025# (Janvier-Mai)	59.6	1.7	15	36.7	44.6	74.6

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en lingots et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses ainsi que les objets d'art et les antiquités.

**) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente.

#) Données provisoires.

Exportations	2024 (% du total)	2025* (% du total)
1. 06 - Products of the chemical and pharmaceutical industry	73.2	76.4
2. 11 - Precision instruments, clocks and watches and jewellery	16.1	12.8
3. 09 - Machines, appliances, electronics	4.6	4.9
4. 09.1 - Industrial machinery	2.9	-

Importations	2024 (% du total)	2025* (% du total)
1. 01 - Forestry and agricultural products, fisheries	91.7	96.6
2. 04.1 - Basic materials for paper production, such as cellulose and cellulose fibre and paper and carton waste	4.3	-
3. 01.6 - Products for commercial/industrial further processing such as oils, fats, starches, plants and vegetable parts, etc.	2.7	-

*) Données provisoires.

Source : Swiss-Impex. Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

<https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/public/bereiche/waren/result.xhtml> État au 23.06.2025.

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs**Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2023**

Rang	Pays	Investissements directs* (mio USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux de l'année écoulée** (mio USD)
1	Espagne	7'650	18%	+8%	+157
2	Argentine	5'103	12%	+3%	-685
3	Brésil	4'501	10%	+12%	+1'766
4	Pays-Bas	3'319	8%	+59%	+2'617
5	États-Unis	2'540	6%	-10%	-1'060
6	Chili	2'285	5%	+2%	+6.4
7	Singapour	2'250	5%	+60%	-1'605
8	Suisse	1'612	4%	-50%	-2'193
9	Canada	739	2%	+11%	+266
10	Allemagne	664	2%	+9%	+74.8
(1)	UE	15'961	42%	+19%	+3'575
	Total	37'701	100%	+15%	+2'261

Sources :

Banco Central del Uruguay. Inversión de Extranjera Directa.: <https://www.bcu.gub.uy/Estadisticas-e-Indicadores/Paginas/Inversion-de-Extranjera-Directa.aspx>, 26.06.25

Uruguay XXI. Informe Inversión Extranjera Directa 2023. <https://www.uruguayxxi.gub.uy/es/centro-informacion/articulo/inversion-extranjera-directa-ied/>, 12.06.2025).

UruguayXXI, <https://www.uruguayxxi.gub.uy/uploads/informacion/36d213132ce77a2df4f741e44bc4e8579d7a9fd6.pdf>, 26.06.25

*) Seules les opérations portant sur les participations au capital sont considérées.

**) Pour les flux d'investissements directs étrangers, les bénéfices réinvestis et les opérations relatives aux prêts et titres de créances sont aussi pris en compte.